



« ... Résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même. »

Les Compañeros de Fernand Pelloutier du 22 réunis ce 16 octobre 2018, pour faire le point sur la situation, générale constatent :

Paupérisation et culture de la dette

Les organisations commerciales internationales et multinationales, dirigent les États. Conséquemment, la « gouvernance » européenne comme en France, porte la dictature de la dette, impose aux populations ses politiques favorables aux nantis, plus que jamais pensées pour servir le capital.

Dans cette même logique, les gouvernements, tout acquis à cette double dictature, favorisent celle des banques. Ils expriment, en contrepartie, une volonté pleinement assumée, d'asservir les forces vives de la population et d'appauvrir encore les plus déshérités. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne cesse de croître. Le système de protection sociale est déstructuré, les services publics et leurs missions dénigrées pour mieux être déboulonnés et remplacés progressivement par des prestations « aux publics » soumises à la loi du marché. Les travailleurs voient leurs salaires et leurs retraites amputés, leur niveau de vie décliner, enchaînés qu'ils sont à leurs crédits immobiliers et à la consommation.

De ce fait, ces politiques nécessitent le corporatisme et engendrent la « fascisation » de la société. Toutes les lois scélérates, plus récemment les lois Macron, les ordonnances Macron-Pénicaud, dans la continuité de la loi Fillon, des lois Rebsamen et de 2008, ont porté des coups intentionnels à la capacité de la classe ouvrière de s'exprimer et de s'organiser en détruisant l'indépendance syndicale et en criminalisant l'action revendicative.

Bâillonner les syndicats

Le premier manifeste des compañeros dénonçait déjà l'entente commune entre MEDEF, CFDT et CGT, sur la représentativité - devenue Loi en 2008 - faite pour tuer la liberté de représentation des salariés et l'indépendance de leurs syndicats vis à vis de l'État, derrière la remise en cause de la culture du mandat.

Nous voyons clairement à travers les attaques contre les organisations syndicales revendicatives, la volonté des gouvernements d'enrayer tous soulèvements ouvriers en France et en Europe.

Le fait d'imposer une double dépendance aux organisations de salariés - mode de gestion financière des entreprises, et conditions de représentativité - provoque même le dévoiement de la vocation intrinsèque des syndicats ouvriers. Ces lois scélérates ont acculé volontairement, par tous moyens, les organisations syndicales à la collaboration dans la régression sociale et à l'accompagnement « malgré eux » de la dégradation des conditions de travail.

Ces lois tracent les contours d'un État tout puissant qui au service du capital, impose et s'accapare les ressources de nos constructions collectives. Elles redéfinissent le fonctionnement et la « gouvernance » des corps intermédiaires, comme la Sécurité Sociale, l'Unédic, les régimes spéciaux pour les retraites, les organismes sociaux, les OPCA, les associations loi 1901, etc... et donc, aussi, nos organisations de salariés O.S.

Asservir les travailleurs

Cette politique promouvant une « nouvelle société » avec la « modernisation » de l'outil de production et des relations humaines, réalise ce dont le patronat et le capitalisme rêvaient depuis longtemps, à savoir de nouveaux moyens d'aliénation de la classe ouvrière.

Une palette d'organisations économiques du travail : les Organisations Non Gouvernementales, l'Économie Sociale et Solidaire, l'Ubérisation et l'Auto-entrepreneuriat et aujourd'hui les « plates-formes de distribution du travail », tend à la soumission totale de l'individu, avec une argumentation morale adaptée à l'air du temps : charité, écologie, solidarité, bonne conscience, développement personnel, le tout enveloppé dans l'Intérêt Général de l'État, de l'Europe mais du capitalisme.

La destruction de la hiérarchie des normes, des Conventions Collectives Nationales, des statuts, du droit du travail, altère le lien de subordination qui n'assure plus la protection du salarié. Un autre lien permanent, plus despotique, amplifié à son paroxysme, produit la notion de super travailleur, seul compétent face au patron, en auto-négociation, en auto-formation, en auto-promotion sociale, en auto-certification, en auto-évaluation, en auto-réussite, ... et malheur aux faibles, aux handicapés, aux malades, ils sont vaincus et exclus.

Les travailleurs sont renvoyés à leurs responsabilités individuelles et civiles : ce n'est ni plus ni moins qu'une évolution moderne de «Arbeit macht Frei» («le travail rend libre» d'Auschwitz) caractérisant la dictature du patronat.

La stratégie patronale et gouvernementale, par des plans successifs d'appauvrissement, tel que l'organisation du manque d'emploi, n'a qu'un seul objectif : l'asservissement sans réserve des travailleurs, afin qu'ils se soumettent entièrement à ces nouveaux « outils » de production et soient dépossédés d'un maximum d'autonomie. L'appropriation de l'outil de travail n'étant plus possible, plus besoin, donc, de formations qualifiantes (exit l'AFPA), c'est l'ère des compétences désagrégeant l'organisation (syndicale) ouvrière libre et indépendante.

Installation du corporatisme oblige ; s'ajoute à cela la détermination de l'État et du gouvernement à transformer toutes les O.S. - mais principalement celles inscrites dans la lutte des classes - en partenaires et collaborateurs des organisations patronales affichées, quitte, si besoin, à tout faire pour éliminer un responsable indésirable !

MEDEF, CGPME, U2P, CFDT et les patrons du « hors champs » semblent se retrouver parfaitement dans ce système ultra libéral. C'est l'avènement de la concertation, du syndicalisme d'accompagnement, et les O.S. qui le combattaient hier encore, n'ont plus en tête que la compromission pour solution à leur survie, et pourquoi pas, tôt ou tard, cette bonne vieille co-gestion. Elles sont, désormais, toutes dans ce cas-là, sans exception.

...et ils en déduisent :

Déborder la bureaucratie syndicale !

Pour les compañeros, le syndicalisme doit revenir à ses fondamentaux. Ils appellent à marquer une véritable rupture avec le syndicalisme de complaisance. Le respect du mandat confié par les camarades selon les statuts et les résolutions votées en Assemblée Générale du syndicat en est un. S'interdire toute forme de hiérarchie syndicale en est un autre. C'est la tenue du mandat qui compte : il n'y a pas de chefs dans un syndicat, il y a des mandatés !

Le « putsch » subi aujourd'hui par la CGT Force Ouvrière, prémédité et organisé par certains « tenants » de partis politiques (donc pouvoir/patronat) implantés dans les instances décisionnelles de l'organisation, est l'illustration parfaite des dangers d'une

bureaucratie syndicale dominante. Ils sont en train de voler Leur Congrès, aux camarades de la CGT-FO qui étaient délégués par leurs syndicats à Lille. C'est un déni total de la « démocratie du mandat » !

Ce tout récent exemple de bureaucratisme hors mandats et hors statuts, au pouvoir à la CGT FO, pourrait bien tuer dans l'œuf tout avenir des revendications des syndicats portés par le secrétaire confédéral à qui ils ont donné mandat. Il semblerait (c'est à vérifier) qu'une situation similaire se dessine à la CGT, en des termes différents. En tout cas nous le savons, partout où les axes de résistances syndicaux sont forts, des coups sont portés aux camarades des syndicats qui défendent notre classe.

Le congrès, comme celui de 1906 où est née la charte d'Amiens, appartient aux syndicats et ses adhérents. Le droit de se réunir, puis de constituer un syndicat, nous ouvre, à nous autres, travailleurs, le chemin de l'émancipation, en fédérant : le « comment on va ensemble, comment on revendique ensemble, avec le comment on construit et on organise un combat social. » C'est le moyen de sortir du silence, que crée le lien de subordination, pour s'approprier nos propres luttes, avec nos mots à nous, pour ne pas les laisser entre les mains de ceux qui voudraient se faire maître.

Nous sommes l'organisation, Débordons la bureaucratie syndicale, l'AG et le mandat d'abord !

Le contexte particulier de l'ère Macron, où les attaques contre les représentants syndicaux se banalisent et où la criminalisation de l'action syndicale s'intensifie, justifie d'autant plus la nécessité absolue de s'opposer aux dérives bureaucratiques, ainsi qu'aux pratiques d'entrisme progressif des partis politiques dans les organisations ouvrières qui se veulent libres et indépendantes. Les militants de terrain et leurs syndicats de base devraient exiger que soient publiés, nominativement, les votes à main levée des membres du CCN et de la CE.

Les camarades qui se revendiquent de la charte d'Amiens doivent se questionner et amener leur réflexion en AG sur les moyens d'endiguer ces dérives en interne.

Déjà des camarades en colère évoquent scissions, créations de syndicats « à côté » des centrales ou des fédérations officielles, mais ils projettent également, la rétention ou le retard du versement des cotisations des adhérents au sein de celles-ci. Ils cherchent et trouveront un moyen de contrer la bureaucratie syndicale.

Il est désormais vital de dénoncer les pratiques des partis politiques dans les syndicats, les UL, les UD, les fédérations et les confédérations : de refuser la diffusion des journaux politiques et l'utilisation des listes d'adhérents.

Actions et grèves

Les camarades doivent pouvoir s'échanger leurs expériences, leurs solutions aux problèmes rencontrés, et les clefs qui leur ont permis de sortir des situations de blocage. Notamment lors des grèves, ils doivent se réapproprier les Comités de Grève (confisqués par les centrales syndicales depuis belle lurette), en les constituant immédiatement après le vote des salariés syndiqués et non-syndiqués. Ils doivent relancer la communication interprofessionnelle, pour toucher la base des salariés, et l'étendre à l'ensemble des travailleurs. Se soutenir entre syndicats, aller d'une entreprise à l'autre pendant les mouvements de grève, et plus que tout, faire circuler l'information. Nous devons repenser la solidarité ouvrière et inventer de nouveaux moyens de soutien, moral et financier.

L'émancipation par la grève : « *La grève c'est le bonheur et l'émancipation du salarié* » Emile Pouget.

Nous constatons que les luttes que nous avons vécu dernièrement ne s'inscrivent pas dans un mouvement de réelle grève générale interprofessionnelle reconductible, dite « classique ». Et pourtant, la colère et la mobilisation des travailleurs sont bien réelles.

Elles se manifestent par des mouvements intenses dans de nombreuses boîtes, des grèves dures, reconduites, le plus souvent non relayées par les médias. Comme les actions sont géographiquement dispersées, La Grève Générale est devenue une grève perlée constante mais éclatée.

À Nous de cultiver la grève et de viser la grève générale interprofessionnelle reconductible qui seule peut bloquer l'économie du pays et faire plier le patronat.

Les salariés de plusieurs secteurs sont pris dans la peur de la grève. La société de consommation a cette faculté de faire oublier ce pouvoir que constitue la grève pour les travailleurs. Combien de salariés du secteur privé, par exemple, savent aujourd'hui qu'il n'y a pas à donner un préavis avant de faire grève, qu'on peut s'arrêter de travailler et de se mettre en grève d'une minute à l'autre ?

Il appartient aux syndicats d'entretenir cette culture ouvrière revendicative qui est :

- De donner un mandat et de le reprendre.
- De faire renouer les salariés avec leur propre histoire, l'histoire ouvrière.
- De développer les comités de grève partout où elle est votée .
- D'affirmer la liberté d'actions des travailleurs réunis en syndicat.
- De revendiquer les améliorations en temps de paix.
- De lutter contre la guerre.
- De créer des structures pour faire relais (de ce dont les camarades ont besoin).
- De repenser les Bourses du Travail.
- De soutenir totalement les grèves, communiquer...

Parler d'une grève c'est valoriser et légitimer la révolte et contrer le discours culpabilisant des médias patronaux. Ce sont les travailleurs qui impulsent un mouvement, c'est une organisation qui donne échos et appuie la lutte. Pour cela la communication sur les mouvements des camarades doit être une priorité.

- D'encourager tous les moyens de résistances et particulièrement le sabotage.
Tel que décrit par Émile Pouget, qui ne détériore pas l'outil de travail, mais, en arrêtant sa production, bloque la chaîne en totalité ou partiellement, freine le rythme de production... Technique clairement transférable à l'outil informatique. Le blocage des grandes axes routiers est également une arme de poids qui doit être envisagée pour faire évoluer les luttes.

Les compañeros de Pelloutier appellent toutes et tous les camarades qui se reconnaissent dans les revendications et les luttes anarcho-syndicalistes à se joindre et se rapprocher partout en France et à l'étranger, à discuter, à entretenir des liens avec les anarchistes avec les camarades de la CGT FO, la CGT, de la CNT par tous les moyens possibles.

Dans les Côtes d'Armor les compañeros de Pelloutier affirment leur solidarité avec le camarade Maudouit de St Briec condamné pour avoir porté un canif et de même avec l'individu porteur du masque caractéristique des « Anonymous », le 9 octobre à Saint Briec. Nous apportons tout notre soutien aux salariés victimes de répressions syndicales dans les boîtes.

Pour la liberté et l'indépendance de nos syndicats, nous avons pour devoir, celui de nous organiser !